

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-debut-du-nouvel-Imperialisme>

Le debut du nouvel Impérialisme

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : mardi 18 mars 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La guerre imminente (texte écrit avant le 20 mars 2003) en Irak marque le début de l'impérialisme du XXIème siècle, parce qu'elle met à jour trois caractéristiques classiques des mécanismes de domination : l'oppression militaire, la soumission politique et la soustraction de ressources économiques d'un pays périphérique.

Le début du nouvel Impérialisme

Les chefs du Pentagone ne masquent pas le massacre que perpétreront leurs troupes. Ils ont déclaré en public que pendant les premiers jours de l'attaque, ils lanceront davantage de projectiles que pendant toute l'expédition précédente du Golfe. Ils essayeront une "*courte campagne*" en terrorisant la population civile, qui a souffert de la perte d'un demi-million de morts suite au blocus de la dernière décennie. La télévision exhibe sans pudeur comment on prépare les missiles de dernière génération, les armes électromagnétiques et les bombes chimiques pour ensanglanter le peuple irakien.

Les prétextes brandis pour consommer le génocide sont indéfendables. L'Irak n'est pas un danger, mais un pays ruiné. Il n'a pas d'armes nucléaires que possède Israël et l'arsenal biologique, que dans les années 80 le Pentagone a fourni à Hussein pour attaquer les Iraniens et les Kurdes, a été désactivé par les inspecteurs de l'ONU. Les liens de Saddam avec Ben Laden sont insignifiants en comparaison à la complicité d'Al Qaeda avec les cheiks pro-américains de l'Arabie Saoudite. (...)

(...)

Les Etats-Unis a fabriqué artificiellement une crise pour redessiner la carte du Moyen Orient. Après avoir installé 13 nouvelles bases militaires en Asie Centrale, le Pentagone cherche occuper l'Irak pour remodeler les protectorats pétroliers de la région et pour offrir, en outre, la protection à l'opresseur sionistes avec des chantages sur la Syrie et l'Irak. La guerre est une démonstration de force face au monde arabe, qui laissera très loin derrière les assauts du Panama, de Somalie ou du Kosovo. La destruction de la capacité technologique et l'autonomie économique d'un pays comme l'Irak illustre les caractéristiques coloniales que présente l'Impérialisme du XXI ème siècle.

La guerre constitue un composant indispensable du métabolisme impérialiste. Ce n'est pas seulement un "*rideau de fumée*" pour distraire la population des difficultés économiques, ni une ressource électorale pour gagner des votes avec des discours patriotiques. L'histoire du capitalisme est signée par une contrainte périodique vers l'extermination de grandes populations. A un certain point de l'accumulation, la compétition par le bénéfice requiert des dénouements extra - économiques. Après avoir conduit dans la dernière décennie, la mondialisation, la révolution informatique, les transformations financières et l'expansion géographique du capital, les Etats-Unis ont besoin d'exhiber une séquence de conquêtes pour réaffirmer leur hégémonie.

C'est pourquoi le composant irrationnel de la guerre que tant de critiques ont souligné ne doit pas dissimuler la logique infernale du massacre. "Les faucons se sont lancés dans une folie historique" [\[1\]](#) parce que l'expansion des marchés exige des déprédations sanguinaires. L'irrationalité du génocide est soutenue dans la rationalité de l'accumulation. Et si Bush dirige le clan de fonctionnaires réactionnaires et arrogants des dernières administrations, c'est parce que ce personnel s'avère apte pour inaugurer une nouvelle période de l'impérialisme.

La "guerre infinie"

Contrairement à ce qui s'est produit pendant la guerre du Golfe, les justifications du massacre n'obtiennent pas un

minimum d'adhésions. C'est pourquoi, quelques porte-parole de l'ambassade américaine essayent de façon insensé de démontrer que "Saddam constitue une menace pour le monde" [2], quand il est évident que le plus grand danger pour l'humanité habite la Maison Blanche. Quelques penseurs soutiennent que "le constitutionalisme nord-américain est préférable à la dictature irakienne", comme si la guerre n'était pas une opération contre la démocratie dans les deux régions [3]. En Irak il est évident que l'occupant remplacera un tyran en malheur par un cipaye connexe, comme le démontre le réseau des monarques, narcotrafiquants et bandits proaméricains qui gouvernent la région.

Mais la guerre menace aussi les droits civiques des Etats-Unis, parce qu'un président messianique prétend déguiser son origine frauduleuse en créant un climat de terreur paranoïaque parmi la population, avec l'aide d'ennemis incités ou inventés par le FBI. La diffusion publique scandaleuse des tortures appliquées aux prisonniers de Guantánamo est seulement un échantillon de l'avance de l'état policier après le 11 septembre.

La guerre constitue la ressource classique de la mise au pas de la population nord-américaine, qui est étourdie par des discours chauvins destinés à rehausser les vertus de l'autosuffisance et la force brute face à la lâcheté et au vacillement européen. Ces messages incluent le dénigrement de l'intelligence et le dédain de toute législation qui contrevient la suprématie du gendarme.

Mais comme dans le monde prédomine un manque de confiance généralisé envers "la mission civilisatrice" des Etats-Unis, le cynisme s'est transformé en la justification la plus courante de la guerre. Cette attitude règne par exemple parmi ceux qui dénoncent la complicité des gouvernements européens avec l'appauvrissement de l'Irak pour avaliser avec résignation l'agression nord-américaine.

L'invasion inaugurera la mise en place de la nouvelle doctrine de la "guerre préventive" qui légitime le droit des Etats-Unis d'attaquer tout pays, en brandissant de simples présomptions. La politique de "guerre infinie" ne connaît pas de traités internationaux et met en marche des opérations de guerre qui ne gardent aucune proportion entre les moyens et les fins. C'est pourquoi Bush agit comme un criminel de guerre et la définition de terroriste lui va beaucoup mieux qu'à son ex partenaire Saddam.

L'économie de la mort

Les hommes du Pentagone ne cachent pas l'objectif américain de s'appropriier du pétrole irakien. Comment la principale puissance détient seulement 2% des réserves mondiales de brut et consomme un quart de la production mondiale, occuper un pays qui possède 12% des ressources repérées devient une priorité. En exploitant les gisements connus, les conquérants espèrent doubler immédiatement les niveaux actuels d'extraction pétrolière de l'Irak.

Les Etats-Unis cherchent à s'assurer la provision régulière de combustible pour adapter son prix aux demandes du cycle américain (augmenter l'offre pendant la récession et la baisser pendant la croissance), en neutralisant ainsi l'incidence sur le prix du baril que fixent actuellement les grands producteurs de l'OPEP.

Évidemment, le complexe militaro industriel est aussi directement intéressé à la guerre. Ses corporations ne dépendent déjà pas seulement de la demande gouvernementale, mais aussi de la concurrence du marché. La contrainte compétitive s'est intensifiée en provoquant l'usure la plus accélérée de l'armement et en l'obligeant à l'utiliser avec une plus grande fréquence. L'Irak est une cible idéale, parce que selon certaines estimations pour chaque dollar investi dans l'extraction de pétrole dans le Golfe, sont requis 5 dollars additionnels de couvertures militaires. C'est pourquoi, la fièvre de l'armement a été réactivée tellement furieusement durant les derniers mois en augmentant le budget de guerre de 11% au-dessus de la moyenne durant la guerre froide.

Massacrer la population de l'Irak se profile comme une affaire fleurissante aussi pour les compagnies qui prendront part la reconstruction. Le Pentagone planifie les deux tâches conjointement, en suivant la norme capitaliste de maximiser le bénéfice sur les cadavres et les villes démolies. Mais ce qui paraît un résultat prévisible en Irak est un pari incertain aux Etats-Unis, parce que personne ne sait quel sera l'effet du massacre sur l'économie américaine. A Wall Street on pronostique que *"un court conflit aura des effets positifs"*, tandis qu'une bataille prolongée entraînerait une perte de contrôle sur le prix du brut. Plus dangereux encore est le déséquilibre fiscal, parce que Bush augmente les frais de guerre en même temps qu'il réduit les impôts. Les dépenses militaires auront -elles l'effet stimulant de la Corée ou l'impact inflationniste du Vietnam, c'est un mystère qui se dévoilera dans les prochaines semaines.

Bien que Bush promeuve la guerre pour résister à la récession actuelle, son pari n'est pas conjoncturel. Un climat de guerre s'avère indispensable pour essayer de ressusciter la croissance des années 90 avec des stimulants fiscaux pour les groupes enrichis et des stimulants à l'investissement pour les chefs d'entreprise reposant sur des empiétements sociaux. Une grande démonstration du pouvoir du feu est la façon d'induire un prix du dollar qui préserve les revenus des capitaux aux Etats-Unis et permet en même temps une relance des exportations.

Empire, superimpérialisme et interimpérialisme

La guerre que commande les Etats-Unis est impérialiste et non impériale dans le sens que Negri assigne à ce terme, puisqu'elle ne fait pas face à des forces appartenant à un même capital transnational. Les Marines agissent au service Texaco et d'Exxon et non en faveur "d'un capital global" non-discriminé et sans territoire. Son action confirme que les frontières et les nations ne se sont pas dissoutes et que les groupes capitalistes continuent en rivalisant sous la protection de leurs états.

Mais l'impérialisme contemporain diffère substantiellement de son prédécesseur classique. L'incendie de l'Irak n'est pas l'antichambre d'un choc entre des puissances pour le partage du monde. Bien que la guerre précipite dans une crise sans précédent l'OTAN, ni la France, ni l'Allemagne sont embarquées dans la formation d'un type d'alliances qui dans le passé ont terminé sous la forme de deux guerres mondiales.

En comparaison à ces confrontations généralisées, le choc actuel est extrêmement limité. La "vieille Europe" a pris part l'expédition précédente du Golfe et est s'accorde avec le projet impérialiste de soumettre à l'Irak, mais la France a des affaires pétrolières avec Hussein qui seraient gravement endommagées par un gouvernement d'occupation américain. Tandis que les corporations Mobil et Texaco attendent au Koweït le succès des Marines pour partir à l'assaut du brut, la compagnie Elf Totale française maintient des contrats avec des entreprises irakiennes depuis une décennie. Dans une situation semblable, on trouve l'entreprise russe Lukoil et d'autres Européens implantés en Iran.

Ces conflits inter-impérialistes débordent largement la scène irakienne puisqu'un succès militaire américain affaiblirait la présence de la France en Afrique et l'Allemagne en Europe Orientale. Il aurait aussi un effet sur les classes des capitalistes en formation en Russie ou en Chine pour s'incliner en faveur du chef américain en défaveur de ses partenaires européens. Mais même une manifestation de l'Union Européenne ne ressemblerait pas dans la crise actuelle à la période qui a précédé à la seconde guerre, parce qu'aucune puissance n'est en conditions de lancer un défi militaire aux Etats-Unis.

C'est pourquoi est tellement spectaculaire comme erronée l'analogie de Bush avec Hitler, auquel beaucoup de critiques de l'impérialisme opposent la parenté ridicule entre Saddam et du Troisième Reich, que diffuse la presse américaine. Il est certain que les délires mystiques de Bush rappellent Hitler et que l'holocauste que peut déchaîner les machines de guerre américaines dépasse tout ce qui est connu. Mais la guerre en cours est impérialiste et non interimpérialiste.

La résistance de l'axe français - allemand démontre aussi que malgré son hégémonie militaire non disputée, les Etats-Unis n'ont pas réussi à atteindre encore le statut suprême de superimpérialisme. Ses vassaux sont maintenus localisés dans la périphérie et n'ont pas été étendus à l'Europe Occidentale, ni au Japon. Bien que depuis l'implosion de l'URSS ils aient obtenu de faire pencher en leur faveur l'équilibre économique, les Etats-Unis ne détiennent pas le pouvoir illimité que décrivent beaucoup de commentateurs.

La protestation globale contre la guerre

La réaction impressionnante contre le génocide constitue un événement inattendu pour les envahisseurs, que quelques médias identifient avec le surgissement *d'un "avis public mondial"* et qui est en mesure de frustrer l'opération impérialiste. Les marches coordonnées de 10 millions de personnes faites dans 2000 villes de 98 pays ont inauguré le 15 février la plus grande bataille populaire contemporaine contre une guerre impérialiste. Les mobilisations retournent la passivité prédominante pendant les 90 face aux guerres du Golfe et aux Balkans et dépassent la portée de la résistance aux missiles qu'a affectée l'Europe entre 1981-83. Contrairement au Vietnam, le mouvement débute avant le conflit et non suite à son développement sanglant.

La conquête des rues - qui s'est répétée à nouveau le 15 mars - constitue à peine le premier acte de la mobilisation antimilitariste. Des blocus qui transportent de l'armement en Italie et aux camions qui transitent par les bases de l'Allemagne ont eu lieu. Les dockers de plusieurs ports européens n'embarquent pas de munitions et sous la devise rappelée "ils ne passeront pas", dans quelques villes sont déjà apparus les « piquets » qui ferment le passage aux troupes qui vont au front. Les actions pour arrêter des navires en haute mer illustrent la colère de la nouvelle génération. En Irak on a installé en outre, 'un bouclier humain 'multinational de volontaires courageux contre le bombardement. La prochaine séquence d'actions considère l'organisation de grèves et le boycott de la consommation de produits américains. Non seulement Blair est déjà mis en échec par la lame antimilitariste. Aznar et Berlusconi peuvent aussi être pulvérisés s'ils continuent à prendre part tellement activement cette croisée de Bush.

L'existence d'un forum mondial qui promeut et coordonne les protestations constitue une autre caractéristique distincte du mouvement actuel. La protestation contre la globalisation capitaliste tend à être réorientée vers une lutte frontale contre la guerre. Cette évolution est un symptôme positif de radicalisation et non une "malheureuse déviation des énergies de lutte" [4]. Passer de « je répudie les banquiers » à la mobilisation contre la guerre permet de développer la conscience anticapitaliste naissante qui existe dans le mouvement de protestation globale. Transformer le rejet du mercantilisme du monde en une mise en question de l'ordre impérialiste, facilite la compréhension de *parce qu'un autre monde possible* sera seulement atteint avec le socialisme. La lutte en cours permet aussi de clarifier que les protagonistes de l'émancipation ne sont pas une multitude d'amorphes mais des jeunes travailleurs, exploités et opprimés.

L'Amérique latine dans la vue

La croyance qu'Amérique latine sera étrangère à la guerre parce "qu'elle est loin" et ne figure pas dans l'"agenda américain" est une ingénuité inadmissible. La région occupe une place comparable au moyen orient dans la stratégie de domination impérialiste, parce que les deux zones nourrissent de matières premières à l'économie américaine et ce sont des marchés privilégiés de leur production. Le résultat de la guerre est vital puisqu'il renforcera ou affaiblira ce qui est le grand oppresseur de l'Amérique latine sur trois plans.

Dans l'orbite militaire il est évident que la Colombie suivra à l'Irak dans la liste de pays où les marines interviennent directement. Le président Uribe a déjà sollicité ouvertement cette invasion, tandis qu'on généralise le processus de réarmement des gouvernements régionaux qui sont montés dans le train américain *"de la lutte contre le terrorisme"*.

Sur le plan politique le dénouement de l'Irak définira quelle est la nouvelle échelle de recolonisation américaine. Le traitement insultant qu'ont reçus les diplomates du Mexique et le Chili dans le Conseil de la Sécurité (espionnage téléphonique, pressions pour acheter des votes) est à peine un avant goût de la nouvelle arrogance impérialiste. Le Pentagone maintient en réserve une autre tentative de coup d'état contre Chávez tandis qu'on décide le cours de la guerre en orient, parce que les Etats-Unis considèrent que le pétrole vénézuélien constitue une ressource propre de leur "cour arrière".

Dans la sphère économique, le résultat de l'Irak imposera des définitions sur l'ALCA et la dette. Une plus grande pression commerciale pour accélérer l'ouverture aux importations de la région sans contrepartie équivalente sur le marché américain sera accompagnée par de plus grandes exigences du paiement de l'hypothèque.

Cette angoissante aspiration de ressources explique dans une certaine mesure que l'opposition à la guerre soit tellement généralisée et ferme dans tous les pays latino-américains. Jusqu'aux propagandistes les plus effrontés, le Département d'État a reconnu la dureté de ce rejet [5].

Cette résistance frontale est très visible en Argentine à travers les résultats des enquêtes (90% d'opposition à la guerre), dans l'ampleur des marches et dans la radicalisation anti impérialiste des consignes. Ce climat est un effet de la révolte du 20 décembre et du résultat néfaste qu'a eu la participation de l'argentine à la guerre du Golfe.

Seuls les porte-parole locaux de la Maison Blanche [6] prônent un nouvel alignement avec l'envahisseur, en répétant que cette soumission favorisera l'arrivée d'investissements étrangers. Ils paraissent oublier le dédain que les gouvernements américains démontrent généralement à leurs laquais obséquieux. Quand ils suggèrent en outre que l'intérêt de la guerre est situé dans l'augmentation des exportations argentines, ils omettent que les bénéfiques éventuels des groupes pétroliers et céréaliers ne seront pas étendus à l'ensemble de la population.

Le gouvernement de Duhalde n'est déjà pas en conditions d'embarquer le pays dans une autre "relation charnelle" avec les Etats-Unis. Mais il essaye de préserver cet alignement avec des promesses d'"aide humanitaire" qui cachent le but d'envoyer des hôpitaux militaires au champ de bataille. Il est également très peu probable qu'il puisse concrétiser cette pitrerie.

Débordement de contradictions

Au moment d'écrire cette note Bush s'est apprêté à lancer l'attaque dans un cadre d'isolement croissant. Non seulement est défaite l'alliance qu'a forgée son père, mais aussi l'est aussi le front qui rendait propice l'aventure en début d'année. Outre la France, l'Allemagne et le Pape, résiste maintenant aussi à l'invasion une partie du gouvernement britannique et un secteur significatif de la classe dominante américaine (Brezinski, Carter, Clinton, New York Times). Dans le cabinet de Bush lui-même les "colombes" (Powell) qui n'appartiennent pas au lobby pétrolier et de l'armement (Rumsfeld, Cheney) peu satisfaites de l'idée de mener l'expédition sur les seules épaules des Etats-Unis.

Mais Bush a déjà déplacé son armée vers le Golfe et ce qui est très difficile avec la guerre, c'est reculer sans souffrir une perte d'autorité. Ou il s'embarque dans l'invasion ou il perd sa crédibilité et dans ce cas, au lieu de faire rouler la tête de Hussein, l'administration du président guerrier s'écroulera. Comme a dit Kissinger : *"à cette hauteur nous ne pouvons déjà pas arrêter le train"*.

La nécessité d'une victoire militaire étincelante est devenue impérieuse dans ces conditions, puisque tout enlèvement (et spécialement la multiplication de faiblesses américaines) cassera l'appui politique fragile de

l'opération. Mais ce triomphe accéléré requiert un type de massacres qui soulève à la population mondiale.

Mais même un succès militaire fulgurant n'assure pas le triomphe de l'opération. Personne ne sait si une occupation prolongée de l'Irak permettra d'empêcher la désintégration territoriale du pays et la difficulté conséquente pour assurer une appropriation stable du pétrole. On ne sait pas non plus comment les Etats-Unis pourraient arbitrer la mosaïque de tensions régionales (spécialement dans le Kurdistan), qui seront renforcées par leur présence directe dans la zone.

L'ingouvernabilité de l'Afghanistan et la concurrence de fractions islamiques pour le contrôle des gisements et des oléoducs d'Asie Centrale sont les prémisses de ces conflits. En outre cette désarticulation étatique facilite le terrain pour que germent les Bin Laden.

Mais aussi hors de la région, se dessine un horizon de crise. L'unilatéralisme de guerre des Etats-Unis a déjà provoqué une crise de l'OTAN supérieure à l'abandon français des années 60, à la tension créée par les euro-missiles dans les années 80 et aux désaccords liés par la guerre des Balkans dans les années 90. Le choc actuel n'est pas limité à l'Irak, mais implique toute la gestion américaine de l'Alliance, qui a dernièrement visé à renforcer les menaces contre la Russie et à miner la constitution d'une armée européenne éventuelle.

Justement la principale victime de la guerre en Irak serait l'Union Européenne, comme le prouve déjà le désordre spectaculaire que les Etats-Unis ont introduit entre les artisans de la Communauté. Que l'Espagne protège ses investissements en Amérique latine en soutenant Bush et que la Pologne ou la Hongrie obstruent sa participation à l'UE en soutenant la guerre sont des signes exemplaires de la fragilité du plus grand projet régional qui défie l'hégémonie américaine.

Mais la guerre non seulement peut faire avorter l'Union Européenne, mais aussi la continuité de l'ONU, comme organisme doté d'une certaine efficacité. En attaquant sans l'approbation du Conseil de la Sécurité les Etats-Unis détruisent la viabilité du cadre qui a réglé les relations internationales pendant le dernier milieu siècle. Cette amputation ouvre un horizon d'incertitude, qui préoccupe tant les gouvernements opposés à une guerre exclusivement américaine. Quelle serait, par exemple, la scène des conflits de la Corée du Nord, la Palestine ou l'Inde-Pakistan si les Nations Unies n'existent plus ?

Durant les 200 dernières années, le dénouement de certaines guerres a marqué un virage par grandes étapes, de phases et de crise du capitalisme. Le conflit de l'Irak se profile comme un événement de ce type, parce qu'il pourrait définir le résultat ambigu des transformations économiques enregistrées pendant les années. Mais les guerres ont aussi précipité dans le passé la rénovation intégrale du projet socialiste et cette perspective est ouverte dans la réalité actuelle.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi

* **Claudio Katz**, Membre des Economistes de gauche (EDI). Économiste, professeur à la UBA et chercheur au CONICET.

Post-scriptum :

Notes :

[1] Comme indique bien Feinman José Pablo. "*Histoire et folie*". Page 12, 23-02-03

[2] Escudé Carlos. 'Vers une consolidation du nouvel ordre mondial ', la nation, 23-02-03

[3] Voir par exemple les avis d'Abraham Prises. 'Le silence des innocents ', Page 12.16-2-03

[4] Hardt Michel. "Non à l'antiamericanisme". Page 12, 21-2-03

[5] Oppenheimer Andres. 'Les dommages collatéraux en Amérique latine ', la nation, 4-03-03.

[6] Castro Jorge. "Incertitude économique". La nation, 23-02-03